



DE LA MAISON DES FEMMES DE 1974 AUX LIEUX FÉMINISTES D'AUJOURD'HUI

Nadine PLATEAU, Sophia

Située au 79 rue du Méridien à Saint Josse-ten-Noode, la Maison des Femmes fut un lieu de rassemblement des féministes essentiellement francophones de 1974 à 1979. Durant cette courte période, la maison offrit aux femmes un espace que l'on peut qualifier d'expérimental, au sens où de nouvelles manières de s'organiser, de penser, se penser, d'écrire, se décrire, de parler, se parler et de vivre tout court se sont collectivement inventées. Dans cet espace, l'agir féministe se déploya pour combattre les multiples discriminations qui affectaient les femmes mais surtout pour changer leurs vies immédiatement, en attendant ... de changer le monde.

C'ÉTAIT COMMENT LA MAISON DES FEMMES ENTRE 1974-1979¹ ?

Bien que l'interdiction des hommes ne fût jamais édictée comme règle, la non mixité qui faisait l'objet de controverses régulières dès qu'un homme franchissait le seuil, s'imposa dans la quasi-totalité des activités et dans tous les groupes dans la maison. Elle offrait un espace de dignité, de confiance, de positivité où les femmes pouvaient enfin se sentir libres d'exprimer leur vécu, leurs désirs. Dans cet entre femmes tout neuf, nous prenions conscience de la dimension structurelle de nos problèmes. Nous nous rendions compte que notre sentiment de culpabilité vis-à-vis de nos enfants ou notre manque de confiance en nous au boulot, ou la double journée de travail que nous effectuions, tout cela ne tenait pas à nous mais bien au système de domination masculine.

La non mixité nous a appris le plaisir de l'entre-femmes. Il faut se rappeler que nous - belgo-belges de classe moyennées restées isolées dans nos familles, nos milieux et souvent dressées les unes contre les autres. Et là, tout à coup nous découvriions que nous partagions une condition commune qui découlait

d'un même vécu et d'une même expérience dans la société patriarcale et que cette condition n'était pas une fatalité puisqu'ensemble nous allions transformer nos vies et la société. On pourrait appeler sororité cet enthousiasme, cet émerveillement de se retrouver entre femmes ayant en commun non seulement d'être victimes du patriarcat mais surtout actrices de changement social. La sororité, me souvient-il, c'était surtout la joie de l'agir collectif.

La non mixité a aussi permis que se libèrent imagination et créativité. La maison a été le lieu d'invention de pratiques alternatives comme l'organisation horizontale où les décisions étaient prises à l'unanimité lors des réunions maison, où chaque participante était censée être capable aussi bien de répondre au téléphone ou à une interview, que de rédiger un article ou nettoyer le petit endroit. La mini société de la maison des femmes reposait sur le refus de spécialiser et de hiérarchiser les tâches. Il y avait bien des services mais dans le cadre du Groupe A (info et soutien aux femmes voulant une IVG), du Groupe droit des femmes (aide juridique) ou de Médecine femmes (consultations gynéco), il s'y expérimentait toujours des échanges excluant tout

rapport d'autorité. Nous fonctionnions différemment et cela frappait les visiteuses.

Autre projet alternatif - libertaire - la halte-garderie qui proposait aux femmes une garde d'enfants afin qu'elles puissent se libérer momentanément pour faire des courses, aller au cinéma, chercher du travail ou se reposer. Celles et ceux qui s'en occupaient étaient censé-e-s apporter aux enfants des connaissances empiriques dans une ambiance non professionnelle et non autoritaire. Il n'y avait bien entendu pas d'horaires, ni pour manger, ni pour faire pipi, ni pour dormir.

Une série d'ateliers furent également mis sur pied. D'une part, pour démystifier la technique et questionner les rôles sexués : les ateliers de plomberie, d'électricité et de menuiserie qui devaient rendre les femmes plus autonomes, moins dépendantes des hommes dans ces activités considérées comme typiquement masculines. D'autre part, pour faire face aux violences contre les femmes : l'atelier de self-défense, le premier en Belgique, où les femmes apprenaient plus à avoir confiance en elles-mêmes qu'à répondre à des coups.

Enfin, la prise de conscience collective au sein de groupes non mixtes a débouché sur des savoirs critiques. Je pense à la réflexion menée au sein du groupe A sur l'appropriation séculaire de nos corps, les biais de la libération sexuelle, ou encore à la réflexion sur le travail ménager et la double journée de travail. Celles qui avaient rédigé les statuts de l'asbl maison des femmes en indiquant à côté du nom des administratrices leur profession et le mot ménagère, savaient bien que le ménage jusque-là relevant de l'évidence, serait désormais problématisé, pensé, analysé, chiffré et constitué en problème de société à résoudre.

Il aura fallu cet espace de non mixité pour enclencher un renversement de perspective : désormais nous pensions et agissions à partir de notre vécu, de notre expérience au lieu de nous conformer à une image prescrite et nous dissoudre dans la culture dominante.

Aujourd'hui encore, la scène alternative qu'a été la non mixité reste d'actualité : un espace d'*empowerment* des femmes afin qu'elles puissent apparaître dans l'espace public, encore toujours majoritairement masculin, pour y participer à la construction d'une culture commune.

COMMENT S'EST TRANSMIS L'HÉRITAGE FÉMINISTE ENTRE LES ANNÉES 70 ET LE DEUXIÈME MILLÉNAIRE ?

A un mouvement centripète de rassemblement féministe en un seul lieu, la maison des femmes, dans les années septante, succède, dans les années 80, un mouvement centrifuge. Des féministes vont créer des librairies, ouvrir des cafés, lancer des revues, mettre sur pied d'autres associations pour mieux répondre aux besoins des femmes : refuges pour femmes battues, clinique avortement, asbl d'éducation permanente, etc. Le mouvement des femmes, s'amplifie, se diversifie. Il va d'ailleurs plus tard englober les deux grandes associations féminines qui ne se disaient pas féministes dans les années 70 : Vie féminine et Sorralia (auparavant FPS). Ces mouvements ont joué et jouent actuellement encore un rôle crucial dans la transmission du féminisme car, en tant qu'organisations de terrain, ils touchent des milliers de femmes.

Dans un premier temps, les luttes sociales et les savoirs féministes vont se transmettre via les revues féministes (Cahiers du Grif, Chronique Féministe) qui ont rendu compte des combats féministes ou simplement féminins (grèves de femmes) et disséminé les recherches féministes. A cela s'ajoute le travail d'information, de formation et d'éducation permanente des associations féministes (Université des Femmes, plus tard la Voix des femmes, le Monde selon les femmes etc.). A ce stade, la transmission s'opère donc essentiellement au sein des milieux féministes militants. Or ceux-ci n'ont pas les moyens d'atteindre de larges publics et ont été longtemps boudés par les médias. Rien d'étonnant alors que l'héritage féministe (les luttes et tout le travail de réflexion) n'a pas été intégré dans le conscient et l'inconscient de notre culture et qu'aujourd'hui encore, des citoyennes et citoyens ignorent la réelle contribution des femmes à l'histoire du 20ème siècle. Les choses changent depuis quelques années avec l'introduction dans les universités du master genre et de certificats genre qui attirent un public de personnes actives professionnellement, soucieuses de se former dans le domaine du genre.

Dans un second temps, la transmission du féminisme s'est faite via les politiques publiques d'égalité qui débutent, sous l'impulsion européenne et au niveau fédéral en 1985, avec Miet Smet, la secrétaire d'État à l'émancipation sociale. Par la suite, la question de l'égalité f/h sera communautarisée et élargie à celle de l'égalité des chances. Ces politiques ont relayé des combats féministes comme la lutte contre le viol, les violences domestiques, le harcèlement mais aussi les combats pour un salaire égal à travail égal ainsi qu'en faveur des quotas et de la parité dans le monde politique. Non seulement les lois ont changé mais les mentalités ont évolué. L'action publique fut et reste donc efficace à ce bémol près : le féminisme des politiques d'égalité est un féminisme libéral. Prônant un modèle individualiste d'émancipation des femmes, ce féminisme réformiste se situe dans une perspective à court terme et ne remet pas en question le système capitaliste. De plus, bien que les associations féministes soient régulièrement consultées, les priorités à l'agenda de ce féminisme appelé d'État, ne correspondent pas toujours aux revendications des féministes de terrain. On a par exemple beaucoup

insisté sur le plafond de verre et beaucoup moins sur les difficultés d'accès au logement, à l'emploi ou tout simplement à la citoyenneté pour certaines femmes appartenant à des groupes minoritaires.

Les politiques d'égalité des chances ont également rejailli sur les associations féministes même les plus radicales en soutenant financièrement certains de leurs projets. Même si peu d'entre elles bénéficient d'un subside structurel, le mouvement des femmes s'est en grande partie institutionnalisé. A la méfiance de l'État qui caractérisait le féminisme de la maison des femmes en 1974, succèdent diverses formes de collaboration avec cet État. Je pourrais vous donner l'exemple de Sophia qui a été créée en 1989 par un petit groupe d'universitaires et de militantes féministes appartenant aux deux communautés linguistiques. Sophia avait pour objectif d'intégrer les savoirs féministes dans les universités (enseignement et recherche). Au départ une poignée de bénévoles sans subsides organisent une puis deux universités d'été ; elles seront petit à petit soutenues par le fédéral, d'abord ponctuellement puis structurellement, jusqu'à bénéficier de deux permanentes à mi-temps. Sans ce soutien -et sans pourtant avoir dévié de son objectif de départ- Sophia n'aurait jamais pu atteindre son but : la création des masters. Le fait est que beaucoup d'associations féministes savent jouer dans les interstices des politiques d'égalité pour être reconnues et soutenues tout en gardant leur force subversive (certaines ne se privent d'ailleurs pas de critiquer et d'attaquer les mesures du gouvernement qui les subsidie).

COMMENT TISSER DES LIENS ENTRE LE FÉMINISME DES ANNÉES 70 ET LES FÉMINISMES ACTUELS ?

Tout d'abord, un constat : le paysage féministe depuis les années 2000 s'est considérablement agrandi et complexifié. Le mouvement des femmes était déjà, dans les années 70, une sorte de nébuleuse parce que composée de multiples groupes et associations anciennes et nouvelles, radicales et réformistes, institutionnalisées et autonomes. Il existait en effet des féminismes diversement qualifiés (radical, réformiste, matérialiste, socialiste, essentialiste etc.). S'ils avaient pour objectif commun l'égalité des femmes et des hommes, la manière d'y

arriver, les stratégies pouvaient varier. Nous parlions pourtant à cette époque de féminisme au singulier tant il est vrai que le combat pour la dépénalisation de l'avortement fédérait tous les groupes, créait du lien en dépit des divergences politiques et philosophiques.

Depuis le deuxième millénaire, la nébuleuse a encore grossi puisqu'à tous les groupes existant se sont rajoutés de nouveaux petits groupes ou collectifs de jeunes femmes autour de diverses questions. La notion de genre pour ceux qui contestent la vision binaire du genre au fondement du combat féministe. La question du foulard islamique pour celles qui luttent contre les interdits professionnels à leur égard et revendiquent de se libérer via le référentiel religieux. La question du racisme anti-noir pour les afroféministes qui dénoncent les discriminations racistes et prônent la décolonialité. Sans oublier, et je ne suis pas exhaustive, les petits collectifs dans la foulée de #metoo, avec tous les *Balance ton ou ta...*

Les jeunes féministes de ces petits groupes ou collectifs ont en commun de critiquer à des degrés divers ce qui leur apparaît comme un féminisme normatif (définition figée et restreinte du féminisme ; imposition d'objectifs et de stratégies non inclusives), inconscient de ses préjugés (de petites-bourgeoises, de blanches, d'hétérosexuelles) et aveugle à ses avantages (de classe, de race, de sexualité). Ces petits groupes se sont donc pour la plupart constitués en séparation d'avec les associations féministes existantes (certains sont sortis de groupes féministes existants, d'autres se sont constitués à côté ou en marge). Cer-

tains fonctionnent en non mixité au sens où ils ne réunissent que des personnes partageant la même condition d'oppression (avoir la peau noire par exemple). Cette notion de non mixité rejoint celle de la maison des femmes de 1974 car elle s'enracine dans l'absolue nécessité de réfléchir -à l'abri du logos dominant- entre femmes concernées à son identité et aux stratégies de libération. Delphy décrivait cet espace comme le lieu où « les dominés non seulement luttent pour leur libération mais aussi la définissent².

Tel est le tableau : une nébuleuse d'associations, un mouvement caractérisé par la séparation, l'atomisation, la fragmentation. Tout se passe comme si aucun espace ou agir commun ne pouvait rallier tous les féminismes. J'en prends pour preuve la quantité d'événements organisés autour du 8 mars de cette année : il était matériellement impossible que tout le monde se retrouve à un moment ou en un lieu. J'aime à penser que cette fragmentation reflète la santé et la vitalité du mouvement et pourtant je suis préoccupée à l'idée qu'en ces sombres temps de catastrophes écologiques, de guerres, d'inégalités croissantes dans le monde auxquelles les femmes paient un lourd tribut, nous n'arrivons pas à agir collectivement. Je ne suis pas la seule à éprouver ce besoin de commun comme en témoigne l'usage récurrent de certains termes : *sororité* (sujet d'un débat au dernier festival des libertés), *convergence des luttes féministes* (titre d'une table ronde organisée par des féministes décoloniales), *solidarité intersectionnelle* (un des thèmes d'une journée d'étude sur la « révolution des féminismes musulmans »). Et pourtant, nous avons beau

partager un désir d'*articulations*, d'*alliages* et de *coalitions*, nous ne semblons pas (encore) pouvoir nous retrouver dans un agir commun.

Dans ce contexte difficile où nombreuses sont celles dont toute l'énergie est absorbée par le combat quotidien de résistance sinon de survie, je voudrais juste rappeler cette affirmation de la philosophe féministe Françoise Collin quand elle écrit : « l'acte premier et toujours indispensable aujourd'hui du féminisme » est « la constitution d'espaces d'interpellation - de dialogue - et de confrontation où il est fait crédit à l'autre (dans l'accord ou le désaccord) ». Elle y voyait « la forme constitutive du commun des femmes »³. Nous avons toujours besoin de tels espaces pour y multiplier les rencontres au sens où l'entend cette autrice, c'est-à-dire où l'on se fait mutuellement confiance, où l'on respecte les autres personnes et où on les accepte telles qu'elles se présentent sans prétendre les définir, où les diversités peuvent se confronter dans la bienveillance. Et à condition de voir dans ces rencontres non pas un donné mais un travail, un long processus qui devrait affecter toutes les parties. Un travail dans lequel nous pourrions construire progressivement un agir commun qu'il est impossible de définir maintenant. ■

1 Voir DENIS, M., 1980.

2 DELPHY, C., 2010, p. 77.

3 COLLIN, F., p.10.

BIBLIOGRAPHIE

DENIS, M., *Dis Marie, c'était comment 79 rue du Méridien ?*, Éditions Voyelles, 1980.

DELPHY, C., « De la non mixité », in *Un universalisme si particulier. Féminisme et exception française (1980-2010)*, Éditions Syllepse, 2010, p. 77.

COLLIN, F., *Penser/agir la différence des sexes*, Sophia, p.10.